



CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

1. Préambule

1. L'Association Nationale d'Assistance Administrative et Fiscale des Avocats (désignée sous son sigle ANAAFA) a développé le site web accessible à l'adresse <https://www.anaafa.fr/>.

2. L'ANAAFA a comme mission de contrôler la cohérence et la vraisemblance de la comptabilité de ses adhérents (qu'elle soit tenue par un expert-comptable ou par eux-mêmes) et de leur faire bénéficier de l'avantage fiscal à adhérer à une AGA.

3. L'ANAAFA a comme missions de procéder aux contrôles de concordance, cohérence et vraisemblance des déclarations de résultats, de taxe sur le chiffre d'affaires et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises de leurs adhérents, de réaliser un examen périodique de sincérité de pièces justificatives de ses adhérents.

4. L'ANAAFA fournit à ses membres adhérents des services, des formations et informations pour la réalisation de leur comptabilité en conformité avec la réglementation applicable et facilite aux adhérents l'accomplissement de leurs obligations administratives et fiscales et la bonne gestion de leur cabinet.

5. Les présentes conditions générales régissent l'utilisation du Site par les utilisateurs et les conditions de mise à disposition des services par l'ANAAFA.

2. Définitions

6. Les termes ci-dessous définis auront, dans le cadre des présentes conditions générales, la signification suivante :

- « adhésion » : souscription payante par l'adhérent à tout ou partie des services fournis par l'ANAAFA et des services présentés sur le Site ;
- « adhérent » : avocat exerçant en France, à titre libéral ;

- « client » : désigne l'adhérent qui a souscrit à l'un des services proposés sur le site ;
- « documentation » : documentation de toute nature se rapportant aux services, notamment la documentation utilisateur et, de façon générale, tout document se rapportant aux informations techniques nécessaires ou utiles à leur utilisation ;
- « données » : ensemble des informations de toutes natures communiquées par l'utilisateur, hébergées par l'ANAAFA et destinées à être traitées dans le cadre de la mise en œuvre des services ;
- « identifiants de connexion » : nom d'utilisateur et mot de passe attribués à chaque adhérent de manière personnelle et confidentielle, permettant l'accès aux services depuis une connexion sécurisée ;
- « services » : désigne les services accessibles sur le site et détaillés aux adresses suivante :
 - o www.anaafa.fr/3/visafiscal,
 - o www.anaafa.fr/2/jeunes-avocats
 - o www.anaafa.fr/12/formation
 - o www.anaafa.fr/15/comptavocat
 - o www.anaafa.fr/8/paie-avocat
 - o www.anaafa.fr/10/aidavocat
 - o www.anaafa.fr/11/association-nationale-d-assistance-administrative-et-fiscale-des-avocats
 - o www.anaafa.fr/22/tarifs

dont certains font l'objet de prestations en ligne : « anaafa.fr » : désigne le site web de l'ANAAFA développé par l'ANAAFA accessible à l'adresse url suivante : <https://www.anaafa.fr/>, permettant aux utilisateurs d'accéder notamment aux services auxquels il a choisi de souscrire ;



CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

- « partie » : désigne au singulier indistinctement l'ANAAFA ou l'utilisateur, et au pluriel l'ANAAFA et l'utilisateur ensemble ;
- « utilisateur » : toute personne utilisant le site qu'il soit simple internaute, adhérent ou client ;
- « prestation » : désigne les services fournis par l'ANAAFA intégrant la disposition de services aux utilisateurs tels que présentés sur le Site.

3. Documents

7. Les documents contractuels qui s'imposent aux adhérents sont :

- les présentes conditions générales d'utilisation;
- les conditions générales d'adhésion ;
- les statuts.

4. Objet

8. Les présentes conditions générales ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'ANAAFA :

- concède à l'adhérent un droit d'utilisation distant des services ;
- assure la maintenance du Site et des services.

5. Entrée en vigueur - Opposabilité

9. Les présentes conditions générales entrent en vigueur et sont opposables à compter de leur acceptation par l'utilisateur lors de la première exécution des services ainsi qu'à chaque mise à jour des services ou des présentes conditions générales.

10. L'utilisation des services est conditionnée à l'acceptation des présentes.

11. L'ANAAFA se réserve le droit d'apporter aux présentes conditions générales d'utilisation toutes les modifications qu'il jugera nécessaires et utiles.

12. Les présentes conditions générales d'utilisation sont opposables pendant toute la durée d'utilisation du Site et jusqu'à ce que de nouvelles conditions générales d'utilisation remplacent les présentes.

6. Spécifications des services

6.1 Description des services

13. Les fonctionnalités associées aux services sont décrites dans la documentation disponible en ligne et sur le site : <https://www.anaafa.fr/>.

6.2 Hébergement

14. Le site est hébergé sur les serveurs de la société SEWAN, domicilié au 2 cité Paradis, 75010 Paris

15. Sauf stipulations particulières, la mise à disposition du Site ne comprend pas la remise de supports à l'utilisateur. L'ANAAFA met en effet à la disposition de l'utilisateur uniquement le Site et ses services par accès distant.

16. L'ANAAFA héberge les données de l'utilisateur sur son serveur, ainsi que leur traitement, dans la limite des volumétries définies entre les parties.

6.3 Sauvegarde des données de l'utilisateur

17. Les données de l'utilisateur nécessaires à l'exécution des services seront périodiquement sauvegardées sur les serveurs de l'ANAAFA.

18. L'ANAAFA ne saurait toutefois être tenue responsable des conséquences dommageables pour l'utilisateur ou pour les



CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

tiers de la perte, de la détérioration ou de la destruction des données de l'adhérent ainsi que de tout document émanant de l'utilisation des services.

19. Il appartient en conséquence à l'utilisateur, de manière très régulière :

- de réaliser des copies de sauvegardes de ses données confiées à l'ANAAFA ;
- d'exporter à partir de la fonction d'export proposée dans les services tous les documents produits à partir de l'utilisation des services.

6.4 Préconisations matérielles

20. L'utilisateur s'engage à respecter les préconisations de l'ANAAFA relatives aux matériels et dispositifs nécessaires à l'utilisation des services.

21. Les coûts d'accès au serveur de l'ANAAFA seront à la charge exclusive de l'utilisateur qui fait son affaire personnelle de souscrire les abonnements de télécommunication nécessaires.

6.5 Identification

22. Dès l'acceptation des présentes, l'ANAAFA concède à l'utilisateur un droit d'utilisation à distance des services choisis.

23. Pour ce faire, l'ANAAFA fournit à l'utilisateur, ses identifiants de connexion permettant l'accès aux services pour toute la durée des présentes.

24. L'identification de l'utilisateur au moyen des identifiants de connexion qui lui ont été adressés vaut de manière irréfutable imputabilité des opérations effectuées au moyen de ces identifiants.

25. Chaque utilisateur dispose d'identifiants de connexion ; ceux-ci sont confidentiels, uniques et personnels.

26. L'utilisateur est seul responsable de l'utilisation des identifiants de connexion par ses utilisateurs. L'utilisateur s'engage sur la base d'une obligation de résultat à garder secret les identifiants de connexion et s'engage à répercuter cet engagement sur les utilisateurs des services.

27. L'ANAAFA autorise une seule connexion à la fois par identifiant de connexion.

28. En cas de perte ou de vol de ses identifiants, l'utilisateur en informera l'ANAAFA sans délai par téléphone ou courrier électronique à l'adresse registre@anaafa.fr et confirmera cette perte ou ce vol par écrit.

6.6 Accessibilité du Site et des services

29. L'ANAAFA s'engage à rendre accessible 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 le Site et les services, à compter de l'acceptation des présentes.

30. L'ANAAFA se réserve toutefois le droit de restreindre, totalement ou partiellement, l'accès aux services afin d'assurer la maintenance, dans le cadre de prestations programmées, de sa configuration informatique et des infrastructures mises en œuvre pour la fourniture des services.

31. Dans le cas où l'ANAAFA serait amené à faire des interventions programmées sur les services, l'ANAAFA s'efforcera d'informer par courrier électronique l'utilisateur, dans un délai d'au moins 24 heures avant la date prévue pour ces interventions et tentera de ne pas rendre indisponible l'accès aux services pendant un temps excessif.

32. L'ANAAFA n'est pas responsable des dommages de toute nature qui peuvent résulter d'une indisponibilité temporaire de tout ou partie des services.



CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

6.7 Evolution du Site et des services

33. L'ANAAFA se réserve la possibilité de faire évoluer le Site en vue d'une amélioration de ses fonctionnalités et de proposer de nouveaux services.

34. D'une manière générale, l'ANAAFA dispose du droit de prendre et mettre en œuvre toute décision technique visant à l'amélioration des services, sous réserve d'en assurer la continuité et la compatibilité ascendante.

6.8 Suspension de l'accès aux services

35. En cas de non-respect de ses obligations par l'utilisateur, l'ANAAFA se réserve le droit de suspendre de plein droit et sans préavis l'accès aux services.

36. L'accès aux services sera suspendu pendant le temps nécessaire à la réalisation des vérifications.

6.9 Preuve

37. Les registres informatisés, conservés dans les systèmes informatiques de l'ANAAFA dans des conditions raisonnables de sécurité, seront considérés comme les preuves de communication et de saisie des données, ainsi que des différentes transmissions des informations et données par l'utilisateur à l'ANAAFA permettant à celui-ci d'assurer les traitements souhaités par l'utilisateur.

38. En cas de conflit entre les registres informatisés de l'ANAAFA et tout document sur support écrit ou fichier électronique de l'utilisateur, il est expressément convenu entre les parties que les registres informatisés de l'ANAAFA primeront sur les documents de l'utilisateur et seront seuls admis à titre de preuve.

7. Sécurité

7.1 Disposition générale

39. L'ANAAFA fait ses meilleurs efforts, conformément aux règles de l'art, pour sécuriser le Site au regard du risque encouru et de la nature des données traitées.

40. Le Site est un système de traitement automatisé de données.

41. Il est interdit à l'utilisateur d'accéder ou de se maintenir, frauduleusement, dans tout ou partie du Site. Si l'utilisateur entre dans un espace réservé, sans droit, par inadvertance, celui-ci s'engage à en informer sans délai l'ANAAFA par courrier électronique à l'adresse e-communication@anaafa.fr afin que celui-ci puisse prendre les mesures nécessaires.

42. Il est interdit à l'utilisateur de supprimer ou modifier des données contenues sur le Site.

43. L'utilisateur s'engage à considérer que toutes les données dont il aura eu connaissance à l'occasion d'un tel accès à un espace non autorisé sont des données confidentielles et s'engage, en conséquence, à ne pas les divulguer.

44. L'utilisateur s'engage à ne pas utiliser de dispositifs ou de logiciels de toutes sortes qui auraient pour conséquence de perturber le bon fonctionnement du Site.

45. L'utilisateur accepte les caractéristiques et limites de l'internet. Il a conscience que les données circulant sur internet ne sont pas nécessairement protégées, notamment contre les détournements éventuels.

46. L'utilisateur prend les mesures appropriées pour assurer la sécurité de ses propres données et / ou logiciels de la contamination par des éventuels virus sur le réseau internet.



CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

7.2 Sécurité logique

47. L'ANAAFA garantit qu'il a pris en compte les besoins de sécurité informatique de l'utilisateur.

48. L'ANAAFA s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens techniques conformes à l'état de l'art, nécessaires pour assurer la sécurité logique de l'accès aux services et aux données hébergées et empêcher toute intrusion de personnes non autorisées, quelle que soit la nature ou la technique employée.

49. La connexion du poste utilisateur au serveur distant est établie par une connexion sécurisée de type « https » avec un certificat SSL, ce qui permet d'assurer une connexion sécurisée entre le serveur et le navigateur.

50. L'utilisateur s'engage également à respecter les procédures et règles de sécurité indiquées dans la documentation. L'ANAAFA ne saurait être tenue responsable en cas de non-respect des procédures et règles de sécurité par l'utilisateur.

51. L'ANAAFA ne saurait être tenue responsable de toute défaillance de l'opérateur de télécommunication.

8. Maintenance du Site et des services

8.1 Assistance

52. Les utilisateurs pourront poser à l'ANAAFA toutes questions relatives à des difficultés d'utilisation en adressant un courrier électronique à l'adresse e-communication@anaafa.fr.

53. L'ANAAFA fera ses meilleurs efforts pour répondre rapidement à la demande de l'utilisateur sous forme de courrier électronique ou d'appel téléphonique.

8.2 Maintenance corrective

54. La prestation de maintenance corrective consiste en la correction de toute anomalie reproductible qui apparaît dans l'utilisation de l'accès distant du Site.

55. Il appartient à l'utilisateur de se reporter à la documentation avant chaque demande de correction, afin de pouvoir décrire de façon précise et exhaustive les problèmes rencontrés.

56. Toute anomalie doit être identifiée par l'utilisateur et signalée à l'ANAAFA qui réalise la correction dans les meilleurs délais.

8.3 Maintenance évolutive

57. Des mises à jour des services pourront être installées par l'ANAAFA sur son serveur, au fur et à mesure de leur disponibilité.

58. Ces mises à jour, qui sont décidées unilatéralement par l'ANAAFA, seront mises à disposition de l'utilisateur par accès distant depuis son serveur sans coût supplémentaire.

59. L'utilisateur est informé que certaines mises à jour peuvent nécessiter la réalisation de prestations de services additionnelles.

8.4 Maintenance réglementaire

60. Des mises à jour pourront avoir pour objet de procéder à l'ensemble des modifications rendues nécessaires par les évolutions légales ou réglementaires correspondant aux traitements relatifs à la mise en œuvre des services édités par l'ANAAFA.

9. Obligations de l'utilisateur

61. En toute hypothèse, l'utilisateur est responsable :



CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

- de la véracité, de la complétude, de la pertinence des données qu'il communique à l'ANAAFA ou qu'il saisit dans les services du Site ;
- des délais de transmission, d'intégration, de traitement, de validation de ses données.

9.1 Utilisation des services

62. L'utilisateur s'engage par ailleurs à :

- utiliser les services conformément aux présentes ;
- répercuter l'ensemble des obligations prévues aux présentes sur les utilisateurs ;
- contrôler les résultats fournis par les services avant toute mise en œuvre.

10. Conformité

63. L'utilisateur s'engage à tester les services objet des présentes avant toute utilisation.

11. Garantie

64. L'ANAAFA garantit à l'utilisateur qu'il dispose des droits nécessaires pour concéder un droit d'utilisation du Site et des services développés.

12. Responsabilité

12.1 Responsabilité de l'ANAAFA

65. D'un commun accord, les parties conviennent expressément que la responsabilité de l'ANAAFA ne pourra être engagée qu'en cas de faute prouvée.

66. La responsabilité de l'ANAAFA ne saurait être engagée en raison des perturbations ou dommages inhérents à internet et présentant

les caractéristiques d'un événement de force majeure.

67. L'ANAAFA ne pourra pas être tenue responsable notamment dans les cas suivants :

- absence de formation des utilisateurs ;
- version des services utilisés ne correspondant pas à celle en cours ou à la précédente ;
- refus de la part de l'utilisateur d'accepter une mise à jour proposée par l'ANAAFA ;
- utilisation de l'accès distant de manière non conforme à la documentation ;
- intervention non autorisée de l'utilisateur ou d'un tiers sur les services ;
- anomalie générée par le matériel de l'utilisateur ou ses équipements d'accès.

12.2 Responsabilité de l'utilisateur

68. L'utilisateur s'engage à utiliser les services sous sa responsabilité exclusive. Il est seul responsable de l'utilisation conforme des services aux dispositions des présentes et à la documentation associée par les utilisateurs.

69. L'utilisateur est en outre seul responsable :

- de l'adéquation des services à ses besoins propres, notamment sur la base des indications fournies dans la documentation ;
- de la compatibilité de son matériel et de son environnement logiciel avec les services ;
- des données transmises, intégrées ainsi que de l'utilisation des résultats issus du traitement de ces données. L'utilisateur garantit la licéité de ses données et que celles-ci ne contreviennent pas aux droits de tiers.



CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

12.3 Préjudice

70. D'un commun accord, les parties conviennent que la responsabilité de l'ANAAFA n'est engagée que pour les conséquences des dommages directs et qu'est exclue l'indemnisation des dommages indirects.

71. Sont considérés comme des dommages indirects les pertes de données, de temps, de bénéfices, de chiffre d'affaires, de marges, pertes de commandes, de l'utilisateur, d'exploitation, de revenus, d'actions commerciales ou encore l'atteinte à l'image de marque, les résultats escomptés et l'action de tiers y compris de la CNIL.

72. La présente clause reste applicable en cas de nullité, de résolution ou de résiliation des présentes conditions générales.

13. Propriété

13.1 Savoir-faire

73. L'ANAAFA conserve la propriété des méthodes et du savoir-faire ainsi que des services qui lui sont propres ayant servi à exécuter les prestations contractuelles.

13.2 Propriété du site et des services

74. Le Site, les services ainsi que la documentation y afférente sont la propriété de l'ANAAFA conformément aux dispositions du Code de la propriété intellectuelle.

75. Tous les éléments composant le Site, y compris les interfaces mises à la disposition de l'utilisateur, les services, la documentation et toutes autres informations remises par l'ANAAFA à l'adhérent sont et restent la propriété exclusive de l'ANAAFA.

76. En conséquence, l'utilisateur s'interdit tout agissement et tout acte susceptible de porter

atteinte directement ou non aux droits de propriété intellectuelle de l'ANAAFA, ainsi que, d'une manière générale, sur la marque associée.

77. L'ANAAFA concède à l'adhérent, qui l'accepte, une licence personnelle, non exclusive et non cessible d'utilisation du Site.

78. Ce droit d'utilisation s'effectue par accès distant à partir de la connexion de l'adhérent au serveur de l'ANAAFA, depuis son serveur et uniquement pour l'utilisation des services choisis par l'adhérent.

79. Toute utilisation non expressément autorisée par l'ANAAFA au titre des présentes est illicite, conformément aux dispositions de l'article L.122-6 du Code de la propriété intellectuelle.

80. Ainsi, est-il notamment interdit à l'adhérent de procéder à :

- toute représentation, diffusion ou distribution des services et de la documentation d'utilisation, que ce soit à titre onéreux ou gracieux ;
- toute forme d'utilisation des services et de la documentation d'utilisation, de quelque façon que ce soit, aux fins de conception, de réalisation, de diffusion ou de commercialisation d'un service ou d'une documentation identique ou similaire ;
- l'adaptation, la modification, la transformation, l'arrangement des services et de la documentation d'utilisation, pour quelque raison que ce soit, y compris pour corriger des erreurs ;
- toute transcription directe ou indirecte, toute traduction dans d'autres langues des services et de la documentation ;
- toute utilisation pour un traitement non autorisé ;
- toute modification ou contournement des identifiants de connexion.



CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

14. Sous-traitance

81. Les présentes conditions générales pourront faire l'objet d'une sous-traitance de la part de l'ANAAFA.

82. L'adhérent n'est pas autorisé à sous-traiter les présentes.

15. Confidentialité

83. Les parties conviennent de garder strictement confidentiels les conditions et les éléments convenus entre elles et ce pendant toute la durée des présentes.

84. L'ANAAFA s'engage à assurer la confidentialité des données de l'utilisateur et des traitements réalisés (hors demande de l'administration fiscale) par l'adhérent via les services.

16. Non-concurrence

85. L'utilisateur s'engage vis-à-vis de l'ANAAFA à ne pas développer, directement ou indirectement, un site identique ou similaire, concurrent ou à usage interne, au Site développé par l'ANAAFA et l'ensemble de ses services, et ce pendant toute la durée des présentes et postérieurement à sa rupture, quelle qu'en soit la cause pendant une durée de cinq (5) ans sur le monde entier.

86. Les deux parties reconnaissent que la présente obligation n'est pas disproportionnée et correspond à la volonté expresse des parties.

17. Données à caractère personnel

17.1 Formalités

87. L'ANAAFA fait son affaire des formalités lui incombant au titre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, en particulier de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à

l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans le cadre des présentes et du Règlement européen (UE) 2016/679 sur la protection des données adopté par le Parlement européen le 14 avril 2016 (« RGPD »).

88. En application de la loi Informatique et libertés du 6 janvier 1978, les utilisateurs dont les noms sont utilisés par l'ANAAFA dans le cadre de l'utilisation du Site peuvent faire l'objet d'un droit de questionnement, d'accès, de modification et de rectification de ses données à caractère personnel auprès de l'ANAAFA.

89. Toute demande est à adresser à l'adresse suivante : cil@anaafa.fr

17.2 Failles de sécurité

90. L'ANAAFA s'engage en cas de découverte de failles de sécurité :

- à informer l'utilisateur par téléphone, par courrier électronique et par lettre recommandée avec avis de réception ;
- à communiquer cette information à la personne désignée à cet effet et au représentant légal de l'utilisateur ;
- à réaliser ces informations sans délai en application de l'article 34 bis de la loi du 6 janvier 1978.

17.3 Réquisition légale et réglementaire

91. Dans l'hypothèse d'une demande de transmission de données à caractère personnel et de documents associés de toutes natures par une autorité légale ou réglementaire ou une haute autorité administrative, sur réquisition légale ou réglementaire concernant l'utilisateur, l'ANAAFA s'engage à :

- informer préalablement l'utilisateur sauf interdits légaux ;
- opérer la réalisation des opérations dans les termes de la demande.



CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

18. En cas de manquement par l'une des parties aux obligations Force majeures

92. Dans un premier temps, les cas de force majeure suspendront l'exécution des présentes conditions générales.

93. Si les cas de force majeure ont une durée d'existence supérieure à deux mois, les présentes conditions générales seront résiliées automatiquement, sauf accord contraire des parties.

94. De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français, ainsi que les événements suivants :

- guerre, émeute, incendie, grèves internes ou externes, lock-out, occupation des locaux de l'ANAAFA, intempéries, tremblement de terre, inondation, dégât des eaux, restrictions légales ou gouvernementales, modifications légales ou réglementaires des formes de commercialisation, les accidents de toutes natures, épidémie, pandémie, maladie touchant plus de 10% du personnel de l'ANAAFA dans une période de deux mois consécutifs, l'absence de fourniture d'énergie, l'arrêt partiel ou total du réseau Internet et, de manière plus générale, des réseaux de télécommunications privés ou publics, les blocages de routes et les impossibilités d'approvisionnement en fournitures et tout autre cas indépendant de la volonté expresse des parties empêchant l'exécution normale des présentes.

19. Dispositions diverses

19.1 Bonne foi

95. Les parties conviennent d'exécuter leurs obligations avec une parfaite bonne foi.

19.2 Tolérance

96. Les parties conviennent réciproquement que le fait pour l'une des parties de tolérer une situation n'a pas pour effet d'accorder à l'autre partie des droits acquis.

97. De plus, une telle tolérance ne peut être interprétée comme une renonciation à faire valoir les droits en cause.

19.3 Sincérité

98. Les parties déclarent sincères les présents engagements.

99. À ce titre, elles déclarent ne disposer d'aucun élément à leur connaissance qui, s'il avait été communiqué, aurait modifié le consentement de l'autre partie.

19.4 Indépendance des parties

100. Les parties reconnaissent agir chacune pour leur propre compte comme des commerçants indépendants et ne seront pas considérés agent l'une de l'autre.

101. Les présentes conditions générales ne constituent ni une association, ni une franchise, ni un mandat donné par l'une des parties à l'autre partie.

102. Aucune des parties ne peut prendre un engagement au nom et pour le compte de l'autre partie.

103. En outre, chacune des parties demeure seule responsable de ses actes, allégations,



CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

engagements, prestations, produits et personnels.

19.5 Titre

104. En cas de difficultés d'interprétation résultant d'une contradiction entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

19.6 Nullité

105. Si une ou plusieurs stipulations des présentes sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision passée en force de chose jugée d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

19.7 Intégralité

106. Les présentes conditions générales expriment l'intégralité des obligations des parties.

107. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par l'utilisateur ne pourra s'intégrer aux présentes.

20. Loi applicable

108. Les présentes conditions générales sont régies par la loi française.

109. Il en est ainsi pour les règles de fond et les règles de forme et ce, nonobstant les lieux d'exécution des obligations substantielles ou accessoires.